

# Entretien

## «Gouverner, c'est l'art de conduire un navire»

Entretien avec Olivier Ihl, historien et sociologue du politique

Publié le : 16.01.2011 | 13h46

Dans l'entretien accordé au Matin, le politologue jette la lumière sur la science du gouvernement. Instructif.

**L'Université Internationale de Rabat et l'Institut d'études politiques de Grenoble ont procédé, le 13 janvier dernier, à la signature d'une convention de partenariat pour le lancement du programme Bachelor en Sciences politiques et Relations internationales. C'est Olivier Ihl, directeur de l'Institut d'études politiques de Grenoble qui a signé avec Nourredine Mouaddib, président de l'Université Internationale de Rabat ladite convention. Olivier Ihl, est un politiste français spécialiste de la sociologie historique du politique. Il est professeur des universités et, avec Yves Déloye, il est l'un des principaux représentants de l'école de la sociologie historique du politique.**

Cette approche consiste à croiser les apports des trois disciplines : la sociologie, l'histoire, et la science politique afin de saisir des phénomènes complexes tels que le vote, les sciences de gouvernement, la violence politique que l'on retrouve de plus en plus présente au cœur des sociétés politiques en Afrique et dans le monde arabe, comme en témoignent les derniers événements en Tunisie ou en Côte d'Ivoire. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont «la Fête républicaine» et «le Mérite et la République : Essai sur la société des émules ». «l'Acte de vote», cosigné avec Yves Déloye, est son dernier ouvrage. C'est l'étude des conditions dans lesquelles le vote a donné naissance à une civilisation dans les sociétés occidentales. Son prochain livre, nous confie-t-il, est une interrogation sur le destin des démocraties dans les sociétés en Europe et en Amérique du Nord et une réflexion sur la question de savoir comment la violence reste un vis-à-vis présent qui aide à élever un certain idéal. Le vote, la violence politique, la propagande, la santé... autant de fondamentaux des « sciences du gouvernement » qu'il enseigne à Science Po Grenoble et qui seront désormais enseignés à Rabat.

Qu'est-ce que la science du gouvernement ? Ce sont des formations, des savoirs professionnalisés, des expertises qui aujourd'hui font la trame l'administration du politique. Plus que jamais, pour comprendre, anticiper, se préparer, il faut, dit-il, « se donner les moyens d'interroger les instruments de connaissance et de légitimation par lesquels se font, puis se défont, les modèles d'action gouvernementale, ceux qui ont accompagné l'extension des interventions de l'État ». Ces formations vont de la sociologie historique de l'action publique, à la contractualisation des politiques territoriales, en passant par la géopolitique, par la politique de la santé ou la judiciarisation de la société. Ces savoirs sont aujourd'hui nécessaires, bien sûr, mais ils ne sont pas suffisants, car l'art de gouverner, dit-il, « c'est l'écoute des attentes qui est un baromètre des conditions de stabilisation d'une société politique. Dans l'Etat, il n'y a pas que le monopole de la contrainte physique légitime.

Dans l'Etat, il y a d'abord la poursuite de l'intérêt général qui doit être débattu dans le cadre de l'espace public, cet espace dans lequel les lois différentes, parfois contradictoires, finissent par tisser patiemment et lentement une forme de raison collective qui donne lieu à la civilité. Les bases éthiques du développement des sociétés et des économies modernes c'est la liberté et la responsabilité qui fonde la justice et la solidarité. Autant d'éléments qui sont parfois oubliés et qui donnent lieu à des révoltes et des déchaînements de violence.

---

**LE MATIN : Vous êtes M. Olivier Ihl, historien et sociologue du politique. Quels sont les domaines que vous étudiez ?**

Olivier Ihl : Depuis près de deux décennies, je m'intéresse aux dynamiques profondes qui travaillent les sociétés nord-américaines, européennes et sud-américaines. Ce qui m'intéresse plus particulièrement c'est de voir comment se régule les rapports entre l'Etat et les individus depuis deux siècles.

**Et que voit-on, notamment dans le monde arabe et en Afrique ?**

Nous sommes dans des processus d'ajustement de sociétés qui ont des caractéristiques démographiques, économiques et culturelles à des attendus politiques qui se précisent et deviennent de plus en plus exigeants. En Tunisie, en Egypte, en Algérie, on voit un lent et inéluctable mouvement de démocratisation qui pousse comme une sève végétale et qui est en train de faire bouger les cadres culturels et politiques et qui n'est pas exempt de violence comme d'autres pays l'ont connu en leur temps. Celle-ci peut surgir comme elle l'a fait en Amérique latine dans les années 70 et 80, en Europe dans les années 30, aux Etats-Unis dans les années 60 et encore récemment où l'on voit que les rapports entre vote et violence sont beaucoup plus compliqués qu'on le dit ! Il faut comprendre que la démocratie n'est pas juste un idéal ou une formule magique que l'on inscrit dans des monuments. C'est un processus d'apprentissage, long, complexe, qui passe par des phases, des allers et retours, d'une forme de civilité, électorale et politique.

**Est-ce que ce processus démocratique est inéluctable ? Peut-on appliquer le même schéma ici et là comme le souhaitent des politiques comme celle du Grand Moyen-Orient qui voulait instituer la démocratie de la Mauritanie au Pakistan ?**

Il faut que les processus viennent des sociétés elles-mêmes, à leurs rythmes. Chaque société apporte sa coloration, ses spécificités culturelles, sociales... Il n'y a pas un seul chemin vers la démocratie, il y en a plusieurs, chaque fois inventé par chaque société. Il n'y a pas de lecture linéaire ou développementaliste. C'est plus complexe, il y a des temps, des processus différents et des logiques d'apprentissage chaque fois inventées par chaque peuple, chaque société. La civilité c'est la reconnaissance de l'autre avec le principe de l'égalité qui est déjà dans le fond des urnes. Il faut veiller à ne pas tomber dans un double écueil, celui de l'ethnocentrisme qui trop souvent faisait que

les Européens donnaient des leçons à la terre entière et l'autre écueil qui fait croire que les peuples ne peuvent pas accéder à des formes plus négociées de relations, d'échanges dans le cadre du pluralisme. Les données économiques, anthropologiques liées, par exemple, à l'importance de la jeunesse dans la population, aux rapports qui existent entre les hommes et les femmes, au modèle familial, ont une incidence directe sur chaque processus politique.

**Dans un de vos textes portant sur la civilité électorale, vous rappelez l'analyse de Max Weber qui caractérisait l'Etat à travers sa capacité à revendiquer "le monopole de la contrainte physique légitime". Encore faut-il que cette légitimité soit reconnue ?**

Ce que Max Weber voulait dire par là, c'est que l'Etat doit assurer la régulation des usages de la violence en en monopolisant l'expression publique et légitime. Il n'y a pas de société prospère qui ne soit stable politiquement et il n'y a pas de société stable politiquement qui laisse la violence à la portée de chacun. C'est donc une expression qui doit être pacifiée et monopolisée et l'Etat a ce rôle historique et c'est bien là sa mission.

**Ceci étant et pour cela, il y a un certain nombre de pré-requis en termes de justice sociale, de lutte contre la corruption, de redistribution des richesses ?**

C'est l'écoute des attentes qui est un baromètre des conditions de stabilisation d'une société politique. Dans l'Etat, il n'y a pas que le monopole de la contrainte physique légitime. Dans l'Etat, il y a d'abord la poursuite de l'intérêt général qui doit être débattu dans le cadre de l'espace public, cet espace dans lequel les lois différentes, parfois contradictoires, finissent par tisser patiemment et lentement une forme de raison collective qui donne lieu à cette civilité que vous évoquez. Les bases éthiques de développement des sociétés et des économies modernes c'est la liberté et la responsabilité.

**Vous avez travaillé sur cette raison collective qui, finalement, fonde l'action publique à travers les sciences gouvernementales. Ceux-ci, dites-vous, formalisent les savoirs de l'administration, les rendent plus intelligibles. Qu'entendez-vous par là ?**

Les sciences sociales sont de plus en plus mobilisées pour nourrir les politiques publiques, pour veiller par exemple à ce que les rapports entre public et privé soient harmonieux, pour que les politiques étrangères soient à la hauteur de l'ambition du développement de la planète, des règlements climatiques, des régulations financières. Aujourd'hui nous vivons un grand désordre dans le monde et les sciences du gouvernement c'est la manière dont les hommes dans les universités, les laboratoires, dans la presse, dans l'administration parviennent à rationaliser leurs conduites individuelles et collectives et faire en sorte que préjugés et superstitions et passions cèdent la place à des visions plus lucides de ce qu'est la régulation politique. Les sciences du gouvernement, c'est une façon d'adosser à une éthique l'espace public en portant des connaissances au cœur des Etats pour

leur permettre de mieux assumer leurs responsabilités. Gouverner, c'est l'art de conduire un navire et il faut aujourd'hui s'appuyer sur des outils et un savoir empirique. C'est aussi soumettre le gouvernement à un certain nombre d'attendus.

**Pouvez-vous nous donner un exemple précis d'une déclinaison de cette science gouvernementale ?**

L'un des grands enjeux de la planète, c'est de maîtriser la production de gaz carbonique et de produire plus proprement. C'est toute la thématique des énergies renouvelables, question d'actualité dans un pays comme le Maroc où se posent déjà les questions d'économie de l'eau. Les richesses de la planète doivent être suivies avec attention. Des plans se mettent en place pour changer les comportements dans les maisons, les hôtels, dans l'agriculture, l'industrie. Il existe des instruments d'évaluation pour standardiser ces comportements qui doivent intégrer les attentes. Il faut une bonne compréhension, des acteurs, des consommateurs pour mettre en place une démarche administrative.

**Dans un autre domaine, il y a eu le travail de Michel Crozier qui a beaucoup conseillé les politiques et qui a fait un travail remarquable sur le monde de l'entreprise ?**

C'est une référence majeure dans le monde du travail et dans les entreprises, qui a permis d'évoluer vers la rationalisation des comportements. Aujourd'hui le G20 comme un médecin met en place un travail de régulation financière pour limiter les désordres financiers et éviter les phénomènes de contagion ou encadrer les marchés de la dette souveraine...C'est ce qu'apportent les sciences de gouvernement pour limiter les désordres, anticiper des situations qui peuvent affecter une société ou même la détruire. Ce sont ces outils que les sciences du gouvernement veillent à élaborer pour que nous soyons collectivement un peu mieux armés.

**Que trouve-t-on dans les sciences du gouvernement, quelles sont les disciplines enseignées ?**

Vous avez l'étude et l'évaluation des politiques publiques, comment cela fonctionne-t-il, comment s'assurer de son efficacité ? Il y a toute une série de dispositifs de connaissances tournés vers le monde de la finance, des marchés, du management. Là aussi on a besoin de produire des connaissances, car les défis qui se présentent à nous sont immenses. L'idée est de développer des modèles, des outils d'analyse, de suivi, de monitoring. Ce sont aussi les sciences de démographie, d'anthropologie qui nous permettent de comprendre comment la trajectoire de construction de l'Etat-nation au Maroc se différencie de ce qui se passe en Algérie ou au Machreq ... Ce sont ces sciences qui permettent de mieux gouverner la finance, les rapports entre l'Etat et la société, les rapports entre les générations. Il y a aussi les sciences de l'innovation.

Une économie qui se contente de laisser les cycles de création de valeur à l'initiative des individus est une économie qui peut prendre du retard, il faut en accélérer les processus de fabrication par de meilleures connaissances, une formation, des incitations... produire plus de valeur, plus d'échange marchands, une meilleure technologie, de l'innovation sociale, culturelle... Ce que Schumpeter avait résumé avec le cycle de la destruction/création qui était au cœur de l'économie moderne, il faut se donner des outils pour en maîtriser les processus et essayer d'en conduire le développement. Il faut en contrôler les mécanismes d'apparition et de développement et c'est par là l'opportunité pour les économies européennes de compenser par exemple la désindustrialisation ou les délocalisations ou la montée du chômage... C'est une des voies par lesquelles nos sociétés peuvent espérer être au rendez-vous de l'avenir. Ce n'est pas juste un apprentissage académique, il faut valoriser la connaissance pour que les personnes bien formées soient présentes aux bons endroits, dans les cycles de production les plus stratégiques. Et c'est là où les choses se détermineront. Une initiative comme celle du grand emprunt lancé par le président français est au cœur de la société de demain qui se prépare aujourd'hui.

### **Vous signez avec l'Université privé de Rabat une convention. Sur quoi porte-t-elle ?**

L'UIR et Sciences Po de Grenoble vont par cette convention développer des formations de haut niveau pour être au rendez-vous de la qualification des étudiants. L'objectif est de mettre en commun nos capacités et de proposer un double diplôme qui permettra de poursuivre, avec le même niveau de qualité, la formation à Rabat sans devoir aller en Europe. Au Maroc, 25% du budget est consacré à l'éducation, c'est colossal ! A notre taille, nous souhaitons que les connaissances se diffusent et que les générations puissent aborder la conduite des politiques publiques, la mise en œuvre des dynamiques de l'innovation, la compréhension des dynamiques géopolitiques... Il y aura un engagement fort des deux parties pour assurer une co-diplomation qui certifiera le travail des étudiants. Les enseignants de Sciences Po Grenoble seront présents aux côtés des enseignants de la diaspora pour saisir toutes les chances possibles et favoriser des convergences dans tous les domaines, génie civil, management, informatique. Il faut que toutes ces formations s'épaulent les unes les autres, au lieu d'être cloisonnées. C'est par la convergence des dispositifs que l'on pourra former « des têtes à la fois bien pleines et bien faites ».

Par Par Farida Moha | LE MATIN